

2 Politique

Séminaire gouvernemental

Poser des problèmes et trouver des solutions

Martina ADA METOULE

Cap-Estéris/Gabon

Ce sont, entre autres, les objectifs de ces assises ouvertes hier au Cap-Estéris par le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba.

LE président de la République, Ali Bongo Ondimba, a ouvert les travaux du séminaire gouvernemental. Celui-ci se tient moins d'un mois après le remaniement du gouvernement chargé de mettre en œuvre, entre autres, les actes du Dialogue politique et le Plan de relance de l'économie (PRE).

Ces assises ont pour thème : "Renforcer la solidarité et la collégialité de l'action gouvernementale en vue de l'optimisation de la mise en œuvre du PRE". Elles visent, selon le Premier ministre Issoze Ngondet, trois objectifs.

Dans un premier temps, il s'agit de s'approprier les enjeux et priorités contextuels du Plan de relance de l'économie et clarifier les rôles et attentes des responsables de départements ministériels dans sa mise en œuvre. Ensuite, s'assurer de la maîtrise, par l'ensemble des membres de l'équipe, de certains outils, gage de l'efficacité de leur action. Enfin, ce séminaire dit "d'intégration" vise à rationaliser la méthode de travail dans les domaines de la gestion des projets et le respect du principe de la collégialité dans la préparation des réformes et des



Le Premier ministre évoquant...



...les objectifs visés par ce séminaire dit d'intégration.

décisions avant présentation en Conseil des ministres. Sur cet aspect, le locataire du 2-Décembre a dit veiller à ce que "les initiatives personnelles ou le cavalier seul auxquels seraient tentés certains d'entre vous, ne viennent en aucune manière, brouiller la cohésion du gouvernement et la cohérence de son action".

C'est pour atteindre les résultats escomptés que le Premier ministre a justifié la présence à ce séminaire d'intégration, de l'ancien chef du gouvernement du Bénin, Lionel Zinsou. En s'appuyant sur l'expérience des autres, souligne le chef de l'administration gabonaise, "nous sommes à même d'accélérer notre processus de développement et rendre plus inclusive notre croissance économique". Raison pour laquelle, une tranche ho-



Lionel Zinsou du Bénin (g), a apporté son expérience au gouvernement gabonais.

raire a été réservée à l'hôte du gouvernement, par ailleurs économiste et banquier d'affaires, afin d'édifier les ministres sur le thème : "Trajectoire de développement de l'Afrique, de la sous-région et du Gabon :

perspectives et défis". En outre, il a été précisé aux uns et aux autres chefs de départements ministériels que les assises du Cap-Estéris ont vocation à donner les "meilleurs" outils afin de traduire dans les

faits les objectifs rappelés plus haut.

Par ailleurs, Issoze Ngondet a saisi l'occasion pour attirer l'attention de ses collègues sur la question de la mauvaise gouvernance. Pour lui, les ministres doi-

vent, "plus que jamais, s'en éloigner". Ce d'autant qu'à en croire l'orateur, "la mal gouvernance renvoie à plusieurs dysfonctionnements. Elle est à l'origine de l'explosion de nos ratios d'endettement et expose notre pays aux risques inhérents aux saisies des cours arbitraires par les opérateurs". En somme, Issoze Ngondet, s'est montré favorable à l'idée du chef de l'Etat d'évaluer chacun des ministres. Toute chose qui, selon lui, "devra inciter les membres du gouvernement à la recherche de plus d'efficacité".

C'était également l'opportunité, pour le numéro un gabonais, de revenir sur la solidarité gouvernementale et d'autres principes devant caractériser le "gouvernement Issoze Ngondet II" (lire ci-dessous).

Ali Bongo Ondimba : "Malheur à celui qui ne remplira pas sa feuille de route"

M.A.M

Cap estéris/Gabon

Le président de la République a mis en garde les membres du gouvernement lors de l'ouverture du séminaire qui se tient au Cap-Estéris. Tout en indiquant qu'il sera dorénavant procédé à une revue trimestrielle des activités du gouvernement et une évaluation du travail de chacun des ministres.

DANS son discours d'ouverture, le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, a mis en garde le "gouvernement Issoze Ngondet II". Après avoir ressorti un ensemble de problèmes au sein de l'équipe gouvernementale et les priorités sur lesquelles ses membres sont attendus, le numéro un gabonais a exercé comme une forme de pression sur

les ministres. Pour lui, nul n'a plus droit à l'erreur. "Malheur à celui qui ne remplira pas sa feuille de route", a-t-il averti. Non sans indiquer qu'il sera désormais procédé à une évaluation de tout le gouvernement, et que chaque ministre devra le faire dans son administration. Le chef de l'Etat a dit au Vice-président de la République et au Premier ministre, qu'ils se soumettront "à une revue trimestrielle des activités du gouvernement et une évaluation du travail qui est entrepris. Et chacun devra aussi évaluer en interne le travail de sa propre administration". Ceci, afin que "personne ne puisse dire que je n'étais pas informé".

En outre, le numéro un gabonais est revenu sur la responsabilité des membres du gouvernement. Il a rappelé à tous que chaque action menée est un enga-



Pour Ali Bongo Ondimba, le gouvernement n'a pas droit à l'erreur.

gement à endosser. "Il faut reconnaître que vous êtes responsables de vos priorités et des engagements que vous prenez vis-à-vis de moi, vis-à-vis du peuple gabonais et aussi de nos partenaires", a-t-il mentionné. Et de lancer à leur endroit :

"Il ne faut pas avoir peur de faire usage à bon escient des pouvoirs qui vous ont été confiés vis-à-vis de vos administrations et des services publics personnalisés placés sous votre tutelle". Toute chose ayant conduit l'orateur à évoquer les rap-

ports entre les agents d'une même administration. "Nous avons toujours le même problème, a relevé Ali Bongo Ondimba, entre le ministre et son conseiller ou le secrétaire général du ministère. Ça n'a pas changé. Et, les ministres rechignent à utiliser l'autorité qui est la leur pour faire avancer les projets, faire bouger l'administration dans le bon sens". Fort de tout cela, le chef de l'Etat a clairement indiqué : "ça ne peut pas continuer comme ça". De même, il a posé sur la table, la question des précédents séminaires gouvernementaux qui, à l'en croire, traitaient des mêmes problématiques qu'il a évoquées plus haut. Et Ali Bongo de se demander à quoi ont servi les conclusions de ces précédentes assises. Ce d'autant que, "les priorités d'action sont connues et puis transmises à tout le monde avec

des feuilles de route". Cette situation l'a conduit à tirer deux conclusions. "La première, a-t-il dit, c'est que nous avons besoin, d'une part d'être beaucoup plus rigoureux dans le contrôle du respect de nos processus et de nos engagements. Et ne plus avoir peur de sanctionner immédiatement ceux qui s'en écartent (...). La deuxième est que nous avons aussi besoin de placer les bonnes personnes aux bons endroits et donc, de donner systématiquement la prime à la compétence et à l'expertise dans l'attribution des rôles".

En clair, il n'est pas question, pour le chef de l'Etat, de "faire du tourisme, dans le contexte actuel". Il a dit avoir besoin "des combattants et moins de touristes (...). Le combat est quotidien pour le développement de notre pays".